

sa fondation, que des mesures capitales allaient être prises pour transformer l'Alliance [...]". Cette déclaration est le point de départ et le fondement même du processus de rapprochement entre l'Alliance, les pays d'Europe centrale et orientale (PECO)<sup>2</sup> et l'URSS puisqu'elle met fin à toute confrontation est-ouest. Par des contacts diplomatiques réguliers et des engagements concrets de l'Alliance, on entendait désormais accroître la coopération entre l'OTAN et l'URSS. Ces nouvelles dispositions aboutirent à la signature d'une déclaration commune dont l'élément principal est un engagement réciproque de non-agression.

Cet approfondissement des relations OTAN-URSS allait bientôt nourrir de nouvelles aspirations à la coopération. Cependant, il fallait réformer une bonne partie des structures de l'Alliance. Élaborée autour d'un principe de défense collective, l'OTAN avait toujours agi en fonction d'une menace concrète, supposant un déploiement massif et, à la limite, l'usage d'armes de destruction massive. Or, avec la dissolution du Pacte de Varsovie en 1990 et l'implosion de l'URSS, fin 1991, le concept stratégique de l'Alliance ne répondait plus aux nouvelles menaces et aux usages de la coopération.

Les réformes ne seront pas menées sans difficulté puisque deux visions s'opposent. Du côté anglo-saxon, la réforme de l'OTAN ne signifie qu'un élargissement de ses compétences à de nouvelles missions tandis que du côté "européen", plus près de la vision stratégique française, cette réforme devrait passer par l'élaboration d'une *identité européenne de défense et de sécurité* (IEDS) autonome et indépendante de l'OTAN où l'UEO serait le bras armé de l'UE.

### Sommet de Rome 1991

Les membres de l'OTAN se réunirent à Rome en 1991 afin d'adapter l'Alliance à la nouvelle conjoncture et pour soutenir la volonté de coopération entre les États. Lors de cette réunion, deux décisions marquantes furent prises : l'adoption et la publication d'un nouveau concept stratégique ainsi que la création d'un organe ouvert à tous, spécifiquement conçu pour la consultation et la coopération : le *Conseil de Coopération Nord Atlantique* (CCNA).

Le nouveau concept stratégique jette les bases institutionnelles de la gestion de la future Europe en matière de sécurité. Outre le fait qu'il prévoit une dépendance moindre aux armes nucléaires et un changement substantiel des forces intégrées de l'Alliance, il se base sur la constatation "qu'aucune

---

<sup>1</sup> Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, Manuel de l'OTAN, OTAN-Bureau de l'Information et de la Presse, Bruxelles, Juin 1996, p.37.

<sup>2</sup> On se réfère, par l'acronyme PECO, aux pays suivants: Pologne, Hongrie, Roumanie, Slovaquie, République tchèque, Slovaquie, Bulgarie.